

# Nouvelle semaine de tensions extrêmes

## ZONE EURO.

*Les ministres de Finances vont tenter d'avancer sur le dossier des contributions envisagées au FMI.*

La zone euro se prépare à un début de semaine chargé avec une réunion de ses ministres des Finances pour discuter de l'augmentation des ressources du FMI, afin que ce dernier puisse ensuite l'aider, et des négociations sur son «pacte budgétaire» face à la crise de la dette.

Dans un contexte tendu, les ministres des Finances de la zone euro vont se réunir sous forme de conférence téléphonique ce lundi à partir de 16h00 pour parler des suites du dernier sommet euro-

péen sur la crise de la dette, a indiqué hier une source gouvernementale sous couvert de l'anonymat.

Principal objectif affiché: avancer sur les contributions européennes envisagées au FMI et parler du futur fonds de sauvetage financier permanent de la zone euro (MES) appelé à voir le jour mi-2012.

La zone euro et d'autres pays de l'UE ont dit vouloir renflouer le FMI à hauteur de jusqu'à 200 milliards d'euros sous forme de prêts bilatéraux.

L'idée est, qu'en retour, l'Institution de Washington prête ensuite aux pays de la zone euro en difficulté et que des pays émergents suivent l'exemple en participant aussi à la recapitalisation du FMI.

Les Européens s'étaient donnés dix jours pour donner des précisions sur cette opération.

Pour l'instant, certains pays ont donné leur accord de principe sans annoncer de montant pour leur contribution, d'autres ne se sont pas prononcés du tout.

De leur côté, la Belgique s'est dite prête à contribuer à hauteur de 9,5 milliards d'euros, le Danemark à hauteur de 5,4 milliards d'euros et la Suède de 11 milliards d'euros. La Grande-Bretagne, elle, refuse de participer à ces prêts.

«Nous n'avons pas pris d'engagement spécifique pour accroître les ressources du FMI. Nous avons été clairs (lors du dernier sommet européen) sur le fait que nous ne contribuerons pas à ces 200 milliards d'euros (de prêts)», a indi-

qué un porte-parole du Premier ministre David Cameron.

Concernant l'espoir de voir les pays émergents mettre eux aussi au pot, là encore les discussions ne sont pas très avancées. «L'engagement européen n'a pas créé de dynamique chez les pays émergents en faveur d'une augmentation des ressources du FMI», a reconnu une source proche du dossier.

Autre dossier à l'agenda de la zone euro, le début des négociations techniques concernant le traité intergouvernemental sur la discipline budgétaire renforcé décidé lors du sommet des 8 et 9 décembre.

Les dirigeants européens, à l'exception notable du Premier ministre britannique David Came-

ron, s'étaient mis d'accord pour tirer les leçons de la crise de la dette en travaillant à un accord qui prévoit d'imposer des règles d'or sur le retour à l'équilibre budgétaire ou de rendre les sanctions financières contre les pays laxistes plus automatiques.

Pour graver ces décisions dans le marbre, cet accord prendra la forme d'un traité entre les pays de la zone euro et d'autres qui voudraient s'y associer.

Les discussions entre hauts fonctionnaires des gouvernements européens sur le détail du texte vont débiter mardi à Bruxelles, avec pour but de boucler les travaux «fin janvier en vue d'une signature fin mars», a indiqué un diplomate européen sous couvert de l'anonymat. ■

L'agefi, le 19.12.2011